

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour  
N° 51 (2023)

### Faits saillants

- ❖ Région : 4,5% de croissance en 2024 d'après le JCER/Nikkei, après 4,0% en 2023
- ❖ Malaisie : Baisse de 43,1% du solde commercial en novembre
- ❖ Vietnam : emprunt supplémentaire de 1,3 Md USD prévu avant fin 2023

#### LE CHIFFRE À RETENIR

## +2,7%

La prévision de la croissance potentielle de la Thaïlande sur la période 2023-30, largement inférieure à celle de la région (+4,8%), selon la Banque mondiale

### Région

#### Prévision d'accélération de la croissance dans l'ASEAN-5 en 2024

La croissance économique de l'Asie du Sud-Est devrait se renforcer en 2024, selon une enquête du Japan Center for Economic Research et du journal Nikkei. L'étude prévoit un taux de croissance combiné de 4,5% pour l'ASEAN-5 (ID, MY, PH, SG, TH). Les Philippines devraient connaître le taux de croissance le plus élevé de la région (5,9%), suivies de l'Indonésie (5,1%) et de la Malaisie (4,5%). Singapour devrait connaître une croissance de 2,8%, en lien avec une reprise attendue des exportations de semi-conducteurs et d'électronique, tandis que l'étude prévoit une croissance de 3,3% pour la Thaïlande. Des inquiétudes persistent au regard du ralentissement économique de la Chine et de l'impact potentiel des tensions géopolitiques, en particulier le conflit Israël-Hamas, sur les prix du pétrole et les marchés mondiaux.

**Economic growth forecast for ASEAN 5, India and China** (Percentage change from a year earlier)

	2023		'24		Q3 '22	'23	'24	'25
	Q3	Q4	Q1	Q2				
<b>ASEAN5</b>	3.7	4.3 (4.3)	4.1 (4.2)	4.5 (4.5)	4.6	5.3	4.0 (3.9)	4.5 (4.4)
Indonesia	4.9	5.1 (5.0)	5.1 (5.2)	5.1 (5.1)	5.1	5.3	5.1 (5.1)	5.1 (5.2)
Malaysia	3.3	4.3 (4.5)	4.5 (4.4)	4.6 (4.2)	4.6	8.7	4.1 (4.0)	4.5 (4.4)
Philippines	5.9	5.6 (5.0)	5.6 (5.3)	6.4 (6.4)	5.9	7.6	5.5 (5.1)	5.9 (5.9)
Singapore	1.1	1.5 (1.2)	2.2 (1.5)	2.7 (1.9)	2.7	3.6	1.0 (0.6)	2.8 (2.2)
Thailand	1.5	3.5 (4.8)	2.1 (3.4)	3.2 (4.0)	3.8	2.6	2.4 (2.9)	3.3 (3.6)
<b>India</b>	7.6	5.8 (5.7)	5.4 (5.5)	6.3 (5.7)	6.2	7.2	6.5 (6.2)	6.4 (6.3)
<b>China</b>	4.9	-	-	-	3.0	- (5.0)	- (4.5)	- (4.4)

Forecasts are for Q4 2023 onward; figures in parentheses represent average forecasts as of the previous survey in September 2023; annual figures for India are those of fiscal year (April-March)  
Source: JCER/Nikkei Consensus Survey, Nikkei/NQN Survey, Haver Analytics

## Sommet de l'AZEC : lancement d'une campagne de décarbonation

Le sommet inaugural de l'Asia Zero Emission Community (AZEC), présidé par le Japon et comprenant l'Australie et les membres de l'ASEAN (à l'exception de la Birmanie), s'est concentré sur l'abandon des combustibles fossiles en Asie et sur la promotion du financement de la transition pour des économies plus vertes. Les membres ont convenu de soutenir l'investissement dans le financement de la transition, reconnaissant son importance pour les transitions énergétiques et la décarbonation globale. Un nouveau centre, l'Asia Zero Emission Center, sera créé à l'Institut de recherche économique pour l'ASEAN et l'Asie de l'Est (ERIA) - think tank international financé par le gouvernement japonais - afin de contribuer à la recherche sur les politiques et les projets, et d'apporter un soutien aux stratégies de décarbonation. Le Premier ministre japonais Fumio Kishida a souligné la nécessité d'un financement substantiel estimé à 28 000 Mds USD pour la décarbonation en Asie et a présenté le projet du Japon d'émettre 1 600 Mds USD d'obligations pour la transition climatique.

## Indonésie

### Maintien du taux directeur de la Banque centrale, dans un contexte de consolidation des comptes extérieurs de l'Indonésie

Lors de sa dernière réunion de politique monétaire du 20-21 décembre, la Banque centrale indonésienne a décidé de maintenir son taux directeur à 6,0%. Cette décision doit permettre de continuer de stabiliser la roupie et de maintenir l'inflation dans la fourchette cible de 1,5 à 3,5% que s'est fixée Bank Indonesia pour 2024. Alors que la devise indonésienne s'était dépréciée par rapport au dollar entre mai et octobre 2023, elle s'est appréciée suite au relèvement du taux directeur décidé par Bank Indonesia le 19 octobre, et enregistre désormais une très légère appréciation par rapport à fin décembre 2022 (0,37%). Cette décision de la Banque centrale intervient dans un contexte de consolidation des comptes extérieurs de l'Indonésie, les réserves de change progressant légèrement, à 138,1 Mds USD fin novembre 2023 (cf. Brèves de la semaine 49). La balance commerciale indonésienne a enregistré un excédent de 2,4 Mds USD le mois dernier, en dépit de la progression des importations (19,6 Mds USD en novembre 2023, après 14,7 Mds USD en octobre 2023, et en hausse de 3,3% par rapport à leur niveau de novembre 2022). Les exportations indonésiennes ont atteint 22,0 Mds USD, en très léger recul par rapport au mois précédent et en baisse de 8,6% en g.a. Par ailleurs, l'Indonésie a bénéficié d'entrées de capitaux étrangers sous la forme d'investissements de portefeuille, enregistrant un afflux net de 5,1 Mds USD sur le dernier trimestre de l'année 2023 (en date du 19 décembre).

### De nouvelles réserves gazières découvertes en Indonésie

La société Mubadala Energy, filiale du fonds souverain d'Abu Dhabi, et l'autorité de régulation des opérations pétrolières et gazières indonésienne (SKK Migas), ont annoncé le 20 décembre la découverte par Mubadala d'un gisement gazier évalué à plus de 170 Mds m<sup>3</sup>, à travers le puits d'exploration Layaran-1, à près de 100 km au large de la côte nord de Sumatra. Cette découverte intervient après celle d'Eni d'un gisement de gaz évalué à 140 Mds m<sup>3</sup> à travers

le puits de Geng North-1, au large de la côte orientale de Bornéo (Kalimantan East), en octobre dernier. Le régulateur indonésien espère que ces nouvelles découvertes permettront au pays d'attirer davantage d'investissements dans ce secteur et ainsi de se rapprocher de son objectif de production de 348 M m3 de gaz par jour (12,3 Mds pieds cube) à horizon 2030. Au cours des dernières années, la production gazière indonésienne a reculé, s'établissant à 955 000 barils équivalent pétrole par jour (5,4 Mds pieds cube) en 2022, contre 1,4 M dans les années 2010 (environ 8,4 Mds pieds cube).

## Malaisie

### Baisse de 43,1% du solde commercial en novembre

Les dernières statistiques des échanges commerciaux pour le mois de novembre font état d'une baisse des exportations qui s'accélère à 5,9% en glissement annuel (-4,5% en octobre) et d'une hausse des importations de 1,7% (- 0,3% en octobre). En conséquence, le solde commercial, toujours positif à 2,52 Md EUR, chute de 43,1% (-30% en octobre). Les exportations ont surtout été impactées par une plus faible demande en produits électriques et électroniques (-14%) et en produits chimiques (15,7%) alors que les importations ont été soutenues par les produits pétroliers (+7,6%).

### Nouvelle taxe sur les ventes en ligne

À compter du 1er janvier 2024, le gouvernement appliquera une taxe de vente de 10% sur les biens importés et vendus en ligne dont le montant n'excède pas 500 MYR (114 USD). Cette mesure devrait rapporter près de 45,5 M USD soit seulement 1% des revenus générés par le système actuel de taxe sur les services et les ventes (SST). Cette taxe vise avant toute chose à compenser une disparité de traitement entre les biens vendus au détail, et soumis à une taxe de 5 à 10%, et les biens de faible montant importés qui étaient jusqu'à présent exemptés de toute taxe pour des raisons de facilitation des procédure douanières.

### Assouplissement des critères pour attirer les résidents étrangers à hauts revenus

Afin de stimuler l'investissement sur les marchés financiers et le secteur de l'immobilier, le gouvernement a restructuré son programme d'accueil des résidents étrangers « Malaysia My Second Home » (MM2H) en assouplissant les critères d'éligibilité. Les candidats retenus bénéficieront de traitements fiscaux favorables sur le rapatriement des capitaux et, en fonction du montant des avoirs déposés dans le pays, d'un visa à entrées multiples avec une validité de 5 ans à 15 ans voire d'un statut de résident permanent (PR). A ce jour, près d'un tiers des 48 500 bénéficiaires de ce programme créé en 2002 sont chinois, suivi des japonais (10,6%) et des bangladais (8,9%).

## Singapour

### Recul de Singapour dans le classement des pays les plus riches

Singapour a reculé à la 15<sup>ème</sup> place du classement mondial des pays riches réalisé par The Economist, une baisse significative attribuée aux ajustements des coûts et des heures de travail. Initialement classée 6<sup>ème</sup> sur la base du PIB par habitant, Singapour est passée à la

2<sup>ème</sup> place après ajustement des différences de coûts, mais a considérablement régressé si l'on tient compte à la fois des coûts et des heures de travail. Cela suggère que les revenus élevés des Singapouriens s'expliqueraient davantage par un temps de travail plus long plutôt que par des salaires horaires plus importants, soulevant ainsi des inquiétudes quant à l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée et à la prospérité économique de la cité-Etat.

## **Nouvelles règles de l'OMC pour le e-commerce mondial**

L'Initiative de déclaration conjointe (IDC) de l'OMC sur le commerce électronique, coprésidée par l'Australie, le Japon et Singapour, a annoncé la conclusion des négociations sur les règles du e-commerce mondial. Il s'agit d'un progrès significatif depuis le début des négociations en janvier 2019. Les règles portent sur i) la facilitation du e-commerce ; ii) les environnements numériques ouverts et iii) la confiance des entreprises et des consommateurs. L'IDC continuera à aborder les questions non résolues en 2024, notamment concernant les droits de douane sur les transmissions électroniques et les services de télécommunications. L'Initiative, qui compte aujourd'hui 90 participants représentant plus de 90% du commerce mondial, vise à favoriser un environnement commercial numérique stable et prévisible, en mettant l'accent sur l'inclusivité.

## **Suspension temporaire des transferts de fonds non bancaires vers la Chine**

L'Autorité monétaire de Singapour (MAS) a ordonné aux sociétés de transfert de fonds de suspendre les transferts non bancaires et sans carte vers la Chine à partir de janvier 2024 pour une durée de trois mois. Cette décision fait suite à plus de 670 signalements de transferts de fonds bloqués en Chine, pour un montant d'environ 9,8 M USD (13 M SGD). Les sociétés de transfert de fonds utilisaient des agents à l'étranger, ce qui entraînait le gel des fonds par les autorités chinoises. La MAS conseille d'utiliser des réseaux de banques ou de cartes comme Union Pay International pour les envois de fonds afin d'éviter tout incident et met en garde contre l'utilisation d'agents tiers avant que la suspension prenne effet.

## **Construction d'une usine de stockage d'énergie au Japon**

La société Gurin Energy, basée à Singapour, prévoit d'investir 639 M USD (91 Mds JPY) dans la construction d'une large installation de stockage d'énergie au Japon, afin de répondre aux besoins croissants du pays en matière de stockage dans le cadre d'une transition vers les énergies renouvelables. L'installation, qui devrait être opérationnelle d'ici 2028, aura une puissance de 500 MW et une capacité de stockage de 2 000 MWh, ce qui permettra de recharger 50 000 véhicules électriques.

# **Vietnam**

## **Le Vietnam envisage d'emprunter 1,3 Md USD de plus d'ici la fin de l'année**

Selon le ministère vietnamien des Finances, 12 prêts d'un montant total de 1,3 Md USD sont en cours de négociation entre le Vietnam et ses bailleurs traditionnels de fonds (Banque mondiale, KFW



allemande, Agence française de développement, Banque européenne d'investissement, etc.) et devraient être signés d'ici la fin de l'année. Ils concernent les secteurs prioritaires comme le transport, les énergies et l'environnement. A mi-novembre, le Vietnam avait conclu 6 accords avec le Fonds international pour le développement agricole (FIDA), la Corée du Sud et le Japon, totalisant 531,79 M USD. Selon les estimations du MoF, la dette publique du Vietnam représenterait environ 39-40% du PIB et les dettes extérieures environ 37-38% fin 2023.

## **Le Vietnam parmi les 20 pays à la croissance la plus élevée au monde**

Le Vietnam, la Chine et quelques d'autres pays asiatiques sont classés parmi les 20 pays ayant enregistré la croissance la plus élevée au monde au cours des dix dernières années selon Yahoo ! Finance, en se fondant sur des données du Fonds monétaire international (FMI). Entre 2012 et 2022, le PIB du Vietnam a affiché une croissance annuelle moyenne de 6,1%.

## **Plusieurs responsables politiques dont un membre du Politburo suspectés d'avoir contrevenu à la réglementation applicable dans le secteur de l'énergie**

Dans un rapport rendu à l'issue de sa 34<sup>ème</sup> session organisée entre le 18 et le 20 décembre, la Commission d'inspection du comité central du Parti communiste vietnamien (PCV) a annoncé que plusieurs responsables politiques étaient accusés d'avoir manqué à leur devoir de supervision des projets de production d'énergie éolienne, solaire, ainsi que dans l'utilisation du fonds de stabilisation des prix du carburant – entre autres. La liste des personnalités incriminées inclut Tran Tuan Anh, ancien ministre de l'Industrie et du commerce (MoIT) et désormais président de la Commission économique centrale et membre du bureau politique du Parti Communiste vietnamien (plus haute instance décisionnelle du pays), l'ancien vice-Premier Ministre Trinh Dinh Dung, l'actuel vice-ministre du MoIT, Do Thang Hai, Hoang Quoc Vuong, président de Vietnam National Oil and Gas Group (PetroVietnam) et ancien vice-ministre du MoIT. La Commission d'inspection a recommandé des mesures disciplinaires à leur encontre. Si Tran Tuan Anh devait être exclu du Parti, il s'agirait du troisième membre du Politburo à subir ce sort depuis décembre 2022. Des enquêtes ont cours au sein du MoIT depuis plusieurs mois.

## **La province du centre Quan Tri lance deux projets d'infrastructures**

L'administration de la province de Quan Tri (centre du Vietnam) a lancé deux projets majeurs, à savoir la construction d'un parc industriel et d'un aéroport, représentant un investissement total de plus de 324 M USD. Le parc industriel, couvrant une superficie de 481 hectares, est soutenu par des investissements de plus de 82,9 M USD et implique des partenaires clés tels que le consortium Quang Tri Development, comprenant des entreprises vietnamiennes, singapouriennes et japonaises. Ce parc vise à accueillir diverses industries allant du textile à l'alimentation, et représente 40 000 créations d'emplois. Cinq entreprises (Hong Kong, Singapour, Vietnam) ont pour l'heure manifesté leur intérêt et ont à cette occasion signé un protocole d'accord pour la location de terrains. En parallèle, le projet d'aéroport, ayant reçu l'aval du Premier ministre pour être réalisé en partenariat public-privé, couvrira plus de 316

hectares et nécessitera un investissement de plus de 241 M USD. Ce dernier devrait être opérationnel d'ici 2026, avec une capacité de 5 M passagers par an et la possibilité de traiter plus de 25 500 tonnes métriques de marchandises. Le consortium gagnant pour ce projet est composé de sociétés basées à Hanoï.

## Thaïlande

### Banque mondiale : faiblesse de la croissance potentielle de long terme

Dans son dernier rapport sur l'économie de la Thaïlande, la Banque mondiale a légèrement abaissé sa prévision de croissance à 2,5% pour 2023 (contre + 2,6% antérieurement) en lien avec le ralentissement de l'activité économique enregistrée au T3 (+1,5%) sous l'effet de la contraction des exportations et de la production industrielle. Pour 2024, ses prévisions tablent sur une accélération de la croissance du PIB à +3,1%, tirée par le tourisme, la consommation intérieure et le rebond attendu des exportations en dépit du ralentissement de l'économie chinoise. Un gain supplémentaire de croissance compris entre 0,5 à 1 pt de base est anticipé sur les deux prochaines années en cas de mise en place de la mesure de portefeuille numérique. La Banque alerte néanmoins sur la croissance potentielle de long terme de la Thaïlande qu'elle chiffre comme étant l'une des plus faibles de la région d'Asie-pacifique (+2,7% contre +4,8% en moyenne pour la région sur la période 2023-30) du fait du vieillissement démographique et de la baisse de productivité générée. Pour contrer cette tendance, la Thaïlande devra accélérer ses réformes structurelles, notamment augmenter ses recettes fiscales pour financer les investissements requis en capital physique, en capital humain (qualité de l'éducation), dans la santé ainsi que la mise en place d'un système d'assurance sociale et de retraites adapté (ciblant notamment les populations les plus fragiles).

### Plan gouvernemental de promotion de l'intelligence artificielle

Le Ministère de l'économie et de la société digitale (DES) vient d'annoncer un plan à court terme pour promouvoir l'intelligence artificielle (IA) et l'informatique en nuage, qui comprend des objectifs à 100 jours, six mois et un an pour 2024. Actuellement, ce domaine d'activité, bien que considéré comme essentiel pour assurer la transformation digitale du pays, reste localement peu développé du fait notamment de l'absence d'une politique claire d'incitation à l'adoption de ces technologies tant dans les secteurs privé que public et du faible niveau de connaissance du public en la matière. Parmi les mesures attendues, le Ministère prévoit : (i) sur 100 jours, de nouvelles mesures incitatives par le « Board of Investment » pour attirer les importateurs de ces technologies et la nomination d'un nombre plus large de représentants du secteur privé au sein du comité national de l'IA ; (ii) sur six mois, la construction d'un quartier de l'IA dans la « Thailand Digital Valley » à Chonburi (projet central de la feuille de route ministérielle pour la transformation numérique) et l'élaboration des lignes directrices en vue de la création d'un fonds de co-investissement dans l'IA ; (iii) d'ici un an, attirer des producteurs étrangers d'IA pour investir en Thaïlande et augmenter le nombre de producteurs locaux de 2 actuellement à 4.

# Philippines

## Entrée en vigueur du Code des partenariats public-privé

Le nouveau Code des partenariats public-privé (PPP) des Philippines est entré en vigueur le 20 décembre. Cette loi vise à consolider les dispositions applicables aux PPP et énumère explicitement les montages PPP autorisés, tels que (i) les joint-ventures, (ii) les accords sur les opérations de péages, (iii) les contrats impliquant la participation d'un partenaire privé sur une propriété foncière du gouvernement, (iv) les sous-composantes d'un projet PPP prenant la forme de baux, et (v) tout accord contractuel entre une agence publique de mise en œuvre et un partenaire privé pour le financement, le design, la construction, l'opération et la maintenance d'infrastructures, de services ou de projet de développement. Le texte prévoit que les projets dont le coût est supérieur à 15 Mds PHP (270 M USD) soient soumis à la validation du Comité de coordination de l'investissement de l'Autorité nationale pour le développement économique (NEDA ICC). Les projets dont le coût est inférieur peuvent être autorisés par le directeur de l'agence publique de mise en œuvre, sauf si le projet (i) affecte un autre projet gouvernemental, (ii) nécessite une allocation budgétaire de l'Etat, (iii) prévoit un mécanisme de paiement de mise en disponibilité, ou (iv) si la contribution de l'agence publique de mise en œuvre à joint-venture excède 50% de ses actifs.

## Création du Bureau de l'Assistant spécial du Président pour l'Investissement et les Affaires économiques

L'Executive Order n°49/2023 du président Marcos Jr a créé le Bureau de l'assistant spécial du Président pour l'Investissement et les Affaires économiques (OSAPIEA) en charge d'assurer l'intégration, la coordination et la mise en œuvre effective des investissements, programmes et politiques économiques gouvernementales. Le conseiller présidentiel pour l'investissement et les affaires Frederick D. Go est promu au rang d'assistant spécial à la tête du bureau, soit une position dont le rang est équivalent à celui d'un ministre. Le SAPIEA exerce les fonctions de président du Groupe de développement économique (EDG), anciennement nommé « Cluster de développement économique ») en charge de la coordination des politiques économiques. L'EDG était précédemment présidée par ministre des Finances qui occupe désormais les fonctions de vice-président, au même titre que le directeur général de l'Autorité nationale pour le développement économique (NEDA). Par ailleurs, le SAPIEA représente le président de la République au sein des comités exécutifs de la NEDA (ICC, SDC, INFRACOM, DBCC), et auprès des ministères et agences gouvernementales membres de l'EDG (NEDA, DBM, DOF, DTI, BOI, PEZA, SEC) tenues d'assister l'OSAPIEA dans ses missions.

# Cambodge

## Vers un renforcement de la finance verte

Le 19 décembre, la Banque nationale du Cambodge (BNC) et la Société financière internationale (SFI – groupe Banque mondiale) ont signé un accord de coopération pour promouvoir la finance verte. L'initiative vise à lutter contre le changement climatique et à créer un environnement propice au développement durable au

Cambodge. Selon la Banque mondiale, le Royaume aurait besoin de près de 36 Mds USD d'investissements supplémentaires pour atteindre son objectif de neutralité carbone d'ici 2050. Le pays devra donc créer un écosystème financier propice à canaliser et encourager les investissements, publics et privés, dans des projets respectueux du climat. La coopération entre la BNC et la SFI permettra de renforcer le cadre réglementaire en matière de finance verte. Une taxonomie nationale conforme aux meilleures pratiques internationales sera développée et mise en place en 2025. Pour mémoire, la Banque mondiale signale que sans mesures d'adaptation et d'atténuation appropriées, le changement climatique pourrait coûter jusqu'à 9% du PIB du Cambodge d'ici à 2050. Et le taux de pauvreté pourrait augmenter de 6 points d'ici à 2040.

## Un commerce extérieur en demi-teinte

Selon la douane cambodgienne, au cours de la période janvier-novembre les exportations du Cambodge ont atteint 20,5 Mds USD, en légère hausse de 1,2% en glissement annuel. Les importations ont baissé de 5,4% pour atteindre 22 Md USD. Cela permet donc une réduction du déficit commercial de 50% à 1,5 Mds USD, contre 3 Mds USD de janvier à novembre 2022. La diminution des importations s'explique principalement par la baisse de la demande dans les secteurs de la construction, de l'automobile, de l'électronique. La Chine demeure la première source d'importation, avec 9,8 Mds USD, devant le Vietnam (3,3 Mds USD) et la Thaïlande (2,6 Mds USD). Les États-Unis et l'UE restent les principaux clients pour les produits cambodgiens, représentant respectivement 8,1 Mds USD et 3,3 Mds USD, suivi par le Vietnam avec 2,6 Mds USD. On note que les produits agricoles et les équipements électriques montrent une bonne dynamique à l'exportation, contrairement aux produits textiles.

## Laos

### Plus d'électricité verte pour le Vietnam

La future centrale Monsoon (600 MW), plus grande installation éolienne d'Asie du Sud-Est, est co-financée par des investisseurs privés, la BAD et la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB). Ce projet de près d'un milliard de dollars devrait produire 1 700 GWh/an au tarif d'achat de 0,0695 USD/kWh, sensiblement plus bas que la production vietnamienne. L'intégralité de sa production devrait être exportée vers les provinces vietnamiennes de Quang Tri et du Nghe An. Electricité du Vietnam (EVN) prévoit de construire une ligne à 220 kV de 75 km, qui s'ajoute à la ligne de 65 km à 500 kV initialement prévue vers la province de Quang Nam. Lancé en 2017, ce projet devrait entrer en exploitation en 2025. Le Vietnam prévoit, d'ici 2030, de s'appuyer sur 5 GW de capacités installées au Laos pour faire face à la consommation dans le nord du pays (il lui aura manqué plus de 10 TWh pour faire face à sa consommation en 2023). A ce jour, EVN a signé 19 contrats d'achat d'électricité avec 24 centrales au Laos. Au moins ce projet ne viendra-t-il pas plomber plus les comptes d'Electricité du Laos, dont la dette est estimée à 8 Mds USD.

## Birmanie

### Maintien de la présence du groupe danois Maersk

A.P. Moller – Maersk, l'entreprise danoise de logistique maritime a



indiqué qu'elle poursuivrait ses activités en Birmanie. Cette décision dénote avec les nombreuses annonces de retrait de groupes étrangers depuis deux ans. Pour rappel, Maersk fournit des services de transport de conteneurs et de logistique en Birmanie depuis 2013 et emploie directement plus de 300 employés locaux à Yangon en s'appuyant sur les chaînes d'approvisionnement locales.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Phnom Penh et des Antennes à Vientiane et Rangoun

Rédaction : SER de Singapour (Esma LAOUADI, Olivia PEZARD, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : [esma.laouadi@dgtresor.gouv.fr](mailto:esma.laouadi@dgtresor.gouv.fr) ; [olivia.pezard@dgtresor.gouv.fr](mailto:olivia.pezard@dgtresor.gouv.fr) ; [martin.suteau@dgtresor.gouv.fr](mailto:martin.suteau@dgtresor.gouv.fr)